

tenue sous la présidence de Monsieur GUISEIX, assisté(e)  
de Madame LEBEL et Madame MARCISIEUX, Conseillères  
En présence de Madame TOPSI, Rapporteuse publique  
Madame DELMESTRE-GALPE, Greffière

**10 heures 30**

01)	DOSSIER N° 2400687	RAPPORTEURE: Madame Marie-Reine MARCISIEUX
<b>Titre de l'affaire</b>	@Demande l'annulation de l'annulation de l'arrêté en date du 11 juillet 2023 portant obligation de quitter le territoire français sans délai de départ et interdiction de retour	
<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>	
<b>Demandeur</b>	Monsieur	Maître PIERRE Bruneau (Cour)
<b>Défendeur</b>	PREFET DE LA GUYANE	Le Prefet
02)	DOSSIER N° 2400704	RAPPORTEURE: Madame Marie-Reine MARCISIEUX
<b>Titre de l'affaire</b>	@Demande l'annulation de l'arreté en date du 03 juillet 2023 portant refus de séjour	
<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>	
<b>Demandeur</b>	Monsieur	CLAVIS AVOCATS (Cour)
<b>Défendeur</b>	PREFET DE LA GUYANE	Le Prefet
03)	DOSSIER N° 2400033	RAPPORTEURE: Madame Inès LEBEL
<b>Titre de l'affaire</b>	@ Demande d'annuler la décision du Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer datée du 15/12/2023 portant sur la révocation à titre disciplinaire de M. et d'enjoindre le ministre de l'Intérieur de le réintégrer dans ses fonctions ou dans des fonctions équivalentes, de procéder à la reconstitution de sa carrière et au versement de son plein traitement à compter de la date du 22/12/2023.	
<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>	
<b>Demandeur</b>	Monsieur	Maître MORAGA ROJEL Eve-Marie (Cour)
<b>Défendeur</b>	MINISTERE DE L'INTERIEUR	Le Ministre
<b>Observateur</b>	SERVICE TERRITORIAL DE POLICE AUX FRONTIERES	

**10 heures 30**

04)	DOSSIER N° 2201210	RAPPORTEURE: Madame Marie-Reine MARCISIEUX
<b>Titre de l'affaire</b> @ demande annulation de l'arrêté du 01/08/2022 portant obligation de quitter le territoire français sans délai avec interdiction de retour sur le territoire français.		
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	Maître MORAGA ROJEL Eve-Marie (Cour)
<b>Défendeur</b>	PREFET DE LA GUYANE	Le Prefet
05)	DOSSIER N° 2300701	RAPPORTEURE: Madame Marie-Reine MARCISIEUX
<b>Titre de l'affaire</b> & demande l'annulation de la décision de la caf de guyane portant sur le recouvrement d'une dette		
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame	Maître SEUBE MÉGAN (Cour)
<b>Défendeur</b>	CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES COLLECTIVITE TERRITORIALE DE GUYANE PREFET DE LA GUYANE	Le Préfet
06)	DOSSIER N° 2302145	RAPPORTEURE: Madame Inès LEBEL
<b>Titre de l'affaire</b> @ demande l'annulation de la décision de la DTPN de Guyane du 25 octobre 2023 portant refus de prolongation du contrat de policier adjoint à Mme		
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame	Madame
<b>Défendeur</b>	PREFET DE LA GUYANE	Le Préfet
<b>Observateur</b>	SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION DE LA POLICE NATIONALE DE GUYANE	

10 heures 30

07)	DOSSIER N° 2302216	RAPPORTEURE: Madame Inès LEBEL
<b>Titre de l'affaire</b> @Demande à bénéficier des dispositions du décret n°95-313 du 21 mars 1995 relatif au droit de mutation prioritaire et au droit à l'avantage spécifique d'ancienneté accordés à certains agents de l'État affectés dans des quartiers urbains particulièrement difficiles		
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	Monsieur
<b>Défendeur</b>	MINISTERE CHARGE DES OUTRE-MER	
08)	DOSSIER N° 2302221	RAPPORTEURE: Madame Inès LEBEL
<b>Titre de l'affaire</b> @ conteste la décision verbale de la principale du collège de Camopi pour non réponse aux différents mails adressés pour épuisement professionnel		
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	Monsieur
<b>Défendeur</b>	RECTEUR DE LA GUYANE	Le Recteur
09)	DOSSIER N° 2400942	RAPPORTEURE: Madame Inès LEBEL
<b>Titre de l'affaire</b> @Demande l'annulation de l'arrêté en date du 29 mai 2024 portant obligation de quitter le territoire français sans délai de départ avec interdiction de retour sur le territoire français		
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	Monsieur
<b>Intervenant</b>	CIMADE - REGION OUTRE MER	
<b>Défendeur</b>	PREFET DE LA GUYANE	Le Prefet
10)	DOSSIER N° 2401035	RAPPORTEURE: Madame Inès LEBEL
<b>Titre de l'affaire</b> @Demande l'annulation de l'arrêté en date du 04 juin juin 2024 portant refus de séjour		
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	Monsieur
<b>Défendeur</b>	PREFET DE LA GUYANE	Le Prefet

10 heures 30

11)	DOSSIER N° 2302077	RAPPORTEURE: Madame Marie-Reine MARCISIEUX
<b>Titre de l'affaire</b> @ demande l'annulation des décisions portant retenue de salaire pour la période du 5/07/2023 au 31/10/2023		
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	Monsieur
<b>Défendeur</b>	MINISTERE DE LA JUSTICE	
<b>Observateur</b>	CENTRE PENITENTIAIRE DE GUYANE	
12)	DOSSIER N° 2401450	RAPPORTEURE: Madame Marie-Reine MARCISIEUX
<b>Titre de l'affaire</b> @DALO- Demande l'exécution de la décision du 28 mars 2024 du Préfet de Guyane portant droit au logement opposable		
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame	Madame
<b>Défendeur</b>	PREFET DE LA GUYANE	Le Préfet
13)	DOSSIER N° 2501216	RAPPORTEURE: Madame Marie-Reine MARCISIEUX
<b>Titre de l'affaire</b> @DALO-Demande au Préfet de la Guyane de lui attribuer un logement suite à la décision en date du 30 janvier 2025 portant droit au logement opposable		
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame	Madame
<b>Défendeur</b>	PREFET DE LA GUYANE	Le Préfet

10 heures 30

14)	DOSSIER N° 2501489	RAPPORTEURE: Madame Marie-Reine MARCISIEUX
-----	--------------------	--

**Titre de l'affaire** &DALO-Demande au Préfet de la Guyane de lui attribuer un logement suite à la décision en date du 03 juillet 2025 portant droit au logement opposable.

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Madame
Défendeur	PREFET DE LA GUYANE	Le Préfet

Arrêté le 02/12/2025  
Le président du tribunal